

**Mastère
Professionnel
en Comptabilité**



**Institut des Hautes Etudes Commerciales
IHEC – Carthage**

Année Universitaire 2014/2015

1850
ARCHI - SEVEN
PHOTOCOPIE - TIRAGE
23 190 860



**International
Accounting
Standards
Board**

**IAS 07 : TABLEAU DES FLUX
DE TRÉSORERIE**

**Révision
Comptable**

Abderrazak GABSI
Universitaire & Expert comptable



UNIVERSITÉ DE CARTHAGE

INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES

MASTÈRE PROFESSIONNEL EN COMPTABILITÉ
COURS : NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

33 | IAS 7 : TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

OBJECTIF ET CHAMP D'APPLICATION

1. Objectif de la norme IAS 7

Les informations concernant les flux de trésorerie d'une entité sont utiles aux utilisateurs des états financiers car elles leur apportent une base d'évaluation de la capacité de l'entité à générer de la trésorerie ainsi que des besoins d'utilisation de cette trésorerie par l'entité. Elles renforcent également la comparabilité des informations sur la performance opérationnelle de différentes entités car elles éliminent les effets de l'utilisation de traitements comptables différents pour les mêmes opérations et événements.

L'information sur l'historique des flux de trésorerie est souvent utilisée comme un indicateur utile des montants, des échéances et du caractère certain des flux futurs de trésorerie. Elle est également utile pour vérifier l'exactitude des anciennes estimations de flux futurs de trésorerie et pour examiner la relation entre la rentabilité et les flux de trésorerie nets ainsi que l'effet des changements de prix.

Le tableau des flux de trésorerie rend compte des activités d'exploitation, d'investissement et de financement de l'entité, ainsi que de l'incidence de ces activités sur les fonds dont elle dispose. Il a pour but de répondre à diverses questions que les utilisateurs des états financiers se posent relativement à la gestion financière de l'entité, par exemple :

- quelle est la part de bénéfice qui constitue des rentrées de fonds ?
- quelle est la part des rentrées brutes de fonds liées à l'exploitation qui a été investie dans le fonds de roulement ?
- l'entité dispose-t-elle de suffisamment de fonds provenant de l'exploitation pour investir dans de nouvelles immobilisations ? ou doit-elle plutôt obtenir des fonds par recours au financement externe ?
- à quels instruments financiers l'entité a-t-elle eu recours ?
- l'entité distribue-t-elle en dividendes des fonds dont elle dispose réellement ou puise-t-elle les fonds nécessaires aux distributions à même son capital en réalisant une partie de ses actifs ?

Certaines de ces questions pourraient être résolues partiellement à partir du bilan, de l'état de résultat et/ou des informations contenues dans les notes aux états financiers. Toutefois, en mettant en relief les activités d'exploitation, d'investissement et de financement importantes de l'entité, le tableau des flux de trésorerie permet d'étudier l'incidence de ces activités de façon globale et d'évaluer leurs interrelations.

Cet état représente donc un complément aux autres états financiers tout en fournissant certains renseignements différents. Lorsqu'il est utilisé de concert avec le reste des états financiers, le tableau des flux de trésorerie fournit des informations qui permettent aux utilisateurs d'évaluer les changements de l'actif net d'une entité, sa structure financière (y compris sa liquidité et sa solvabilité) et sa capacité à modifier les montants et l'échéancier des flux de trésorerie pour s'adapter aux changements de circonstances et opportunités.

2. Champ d'application

Une entité **doit établir** un tableau des flux de trésorerie (classant les flux de trésorerie de la période en activités opérationnelles, d'investissement et de financement) selon les dispositions de la norme IAS 7 et doit le présenter comme **partie intégrante** de ses états financiers **annuels ou intermédiaires**.

L'élaboration et la présentation de l'état de flux de trésorerie sont régies par la norme comptable générale NC 01 (partie I, § 57 à 67) du système comptable des entreprises en Tunisie dont les dispositions ne diffèrent pas sensiblement de celles de la norme IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

1. Définitions

La **trésorerie** comprend les fonds en caisse et les dépôts à vue.

Les **équivalents de trésorerie** sont les placements à court terme, très liquides qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les **flux de trésorerie** sont les entrées et sorties de trésorerie et d'équivalents de trésorerie.

La trésorerie comprend les fonds disponibles, les dépôts à vue et les découverts bancaires sauf s'ils constituent un instrument de financement structurel de l'entité et font l'objet d'un contrat ferme garantissant leur stabilité (selon la norme NC 01 du SCE). Les emprunts bancaires sont en général considérés comme des activités de financement. Toutefois, les découverts bancaires remboursables à vue font partie intégrante de la gestion de la trésorerie de l'entité. Une caractéristique de telles conventions bancaires est que le solde bancaire fluctue souvent entre le disponible et le découvert.

Les équivalents de trésorerie sont des placements à court terme, très liquides qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à **un risque négligeable de changement de valeur**. Les équivalents de trésorerie sont détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme. En conséquence, un placement ne sera normalement qualifié d'équivalent de trésorerie que s'il a une échéance rapprochée, par exemple inférieure ou égale à trois mois à partir de la date d'acquisition.

Les flux de trésorerie excluent les mouvements entre éléments qui constituent la trésorerie ou les équivalents de trésorerie parce que ces composantes font partie de la gestion de trésorerie d'une entité plutôt que de ses activités d'exploitation, d'investissement et de financement. La gestion de trésorerie comprend le placement d'excédents de trésorerie en équivalents de trésorerie.

2. Changement de méthode

Une entité doit indiquer les éléments qui composent sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie et doit présenter un rapprochement entre les montants de son tableau des flux de trésorerie et les éléments équivalents présentés au bilan.

L'effet de tout **changement de méthode de détermination des composantes de trésorerie et des équivalents de trésorerie**, par exemple, un changement dans la classification des instruments financiers considérés antérieurement comme faisant partie du portefeuille de placement de l'entité, **est présenté selon la norme IAS 8, Méthodes comptables, changements dans les estimations comptables et erreurs** (retraitement de l'information comparative, indication des raisons du changement et du fait que l'information comparative a été retraitée, etc.).

PRÉSENTATION DU TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau des flux de trésorerie doit présenter les flux de trésorerie de la période classés en activités d'exploitation, d'investissement et de financement.

Le classement par activité fournit une information qui permet aux utilisateurs d'évaluer l'effet de ces activités sur la situation financière de l'entité et le montant de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie. Cette information peut également être utilisée pour évaluer des relations entre ces activités.

Une transaction unique peut inclure des flux de trésorerie qui sont classés différemment. Par exemple, lorsque le remboursement en trésorerie d'un emprunt porte à la fois sur les intérêts et le capital, la partie correspondant aux intérêts peut être classée dans les activités d'exploitation tandis que la partie correspondant au capital est classée dans les activités de financement.

A. ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

1. Définition des activités d'exploitation

Les activités d'exploitation sont les principales activités génératrices de produits de l'entité **et toutes les autres activités** qui ne sont pas définies comme étant des activités d'investissement ou de financement.

Le montant des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation est un indicateur clé de la mesure dans laquelle les opérations de l'entité ont généré suffisamment de flux de trésorerie pour rembourser ses emprunts, maintenir la capacité opérationnelle de l'entité, verser des dividendes et faire de nouveaux investissements sans recourir à des sources externes de financement. Utilisées avec d'autres informations, les informations sur les différentes catégories de flux historiques de trésorerie liés à l'exploitation sont utiles à la prévision des flux futurs de trésorerie liés à l'exploitation.

Les flux de trésorerie liés à l'exploitation sont essentiellement issus des principales activités génératrices de produits de l'entité. En conséquence, ils résultent en général des transactions et autres événements qui entrent dans la détermination du résultat net.

Exemples de flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation :

- a) les entrées de trésorerie provenant de la vente de biens et de la prestation de services (y compris l'encaissement des ventes à crédit ainsi que des effets à court ou à long terme tirés sur les clients et liés à des ventes) ;
- b) les entrées de trésorerie provenant de redevances, d'honoraires, de commissions et d'autres produits (tels que les subventions d'exploitation, les revenus des immeubles non affectés aux activités professionnelles et les jetons de présence) ;
- c) les sorties de trésorerie à des fournisseurs de biens et services **à caractère d'exploitation** (y compris les remboursements d'achats à crédit et les paiements à échéance des effets à court ou à long terme tirés par ces fournisseurs) ;
- d) les sorties de trésorerie aux membres du personnel ou pour leur compte (telles que les paiements aux organismes de sécurité sociale) ;
- e) les paiements à l'Etat des impôts, droits et taxes (autres que les impôts sur le résultat) ;
- f) les paiements d'impôts sur le résultat (*à moins qu'ils ne puissent être spécifiquement associés aux activités de financement et d'investissement*) ; et
- g) les entrées et sorties de trésorerie provenant des placements détenus à des fins de négoce ou de transaction (*acquis pour la revente*).

Une entité peut détenir des titres à des fins de négoce ou de transaction, dans ce cas ils sont similaires à des stocks acquis spécifiquement en vue de leur revente. En conséquence, les flux de trésorerie provenant de l'acquisition et de la cession des titres détenus à des fins de négoce ou de transaction sont classés parmi les activités d'exploitation.

Certaines transactions, telles que la cession d'un équipement de production, peuvent donner lieu à une plus ou moins-value, incluse dans la détermination du résultat net. Toutefois, les flux de trésorerie liés à de telles transactions sont des flux provenant des activités d'investissement.

Font partie des flux de trésorerie liés à l'exploitation toutes autres formes d'encaissements ou de décaissements ne provenant pas des activités définies comme étant d'investissement ou de financement. Exemples :

- les encaissements liés à l'issue heureuse d'un procès, ceux correspondant à des indemnités versées par une compagnie d'assurance à l'exception de celles directement liées à une opération d'investissement ou de financement (par exemple, en cas de destruction d'un immeuble), et des remboursements effectués par des fournisseurs d'exploitation ;
- les décaissements consécutifs à des procès, des versements à des œuvres charitables, et des remboursements de clients.

2. Présentation des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Une entité doit présenter les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, en utilisant :

- a) soit la **méthode directe**, suivant laquelle les principales catégories d'entrées et de sorties de trésorerie brutes sont présentées ;

- b) soit la **méthode indirecte**, suivant laquelle le résultat net est ajusté des effets des transactions sans effets de trésorerie, de tout décalage ou régularisation d'entrées ou de sorties de trésorerie passées ou futures liées à l'exploitation et des éléments de produits ou de charges liés aux flux de trésorerie concernant les investissements ou le financement.

Les entités sont encouragées à présenter les informations sur les flux de trésorerie des activités d'exploitation en utilisant la méthode directe. Celle-ci apporte des informations qui peuvent être utiles pour l'estimation des flux futurs de trésorerie et qui ne sont pas disponibles à partir de la méthode indirecte.

► Méthode directe (de référence)

Selon la méthode directe, les informations sur les principales catégories d'entrées et de sorties de trésorerie brutes peuvent être obtenues :

- a) à partir des enregistrements comptables de l'entité; ou
- b) en ajustant les ventes, le coût des ventes et les autres éléments du compte de résultat, en fonction :
- des variations durant la période dans les stocks et dans les créances et dettes d'exploitation ;
 - des éléments sans effet de trésorerie ; et
 - des autres éléments pour lesquels l'effet de trésorerie consiste en flux d'investissement ou de financement.

Dans la méthode directe (présentation axée sur l'état de résultat), les entrées nettes de trésorerie provenant de l'exploitation peuvent être obtenues en présentant distinctement dans l'état de flux de trésorerie les différents éléments du résultat d'exploitation qui ont donné lieu à des entrées ou des sorties de trésorerie. Selon cette approche, ce sont essentiellement les encaissements reçus des clients et les charges d'exploitation réglées durant la période qui apparaîtront séparément dans la section de l'état de flux de trésorerie réservée à la détermination des entrées nettes de trésorerie provenant de l'exploitation. Chacun de ces éléments devra être déterminé en faisant intervenir les différents postes qui y sont reliés. Ainsi, les encaissements reçus des clients seront déterminés en fonction du montant des ventes et des variations dans les comptes des clients et dans les produits perçus d'avance ; les sommes versées aux fournisseurs de marchandises, dans une entreprise commerciale, seront déterminées en fonction du coût des marchandises vendues et des variations dans les stocks de marchandises et dans les comptes de ces fournisseurs ; les charges d'exploitation réglées durant la période seront obtenues en considérant les charges d'exploitation apparaissant à l'état de résultat (à l'exclusion des dotations aux amortissements et aux provisions) ainsi que la variation dans les charges payées d'avance ou les charges à payer ; l'impôt sur le résultat versé sera déterminé en fonction de l'impôt exigible de la période et de la variation dans l'impôt à payer.

Le calcul des sommes encaissées ou versées peut se résumer ainsi (*voire pages suivantes*) :

Encaissements reçus des clients

+	Soldes débiteurs des clients et comptes rattachés (<i>produits à recevoir...</i>) au début de la période (<i>avant provisions</i>)
-	Solde des clients créditeurs au début de la période
-	Produits constatés d'avance relatifs aux clients au début de la période
+	Ventes TTC
+	Gains de change sur créances clients en devises
-	Pertes de change sur créances clients en devises
-	Créances clients passées en pertes (comptes 634)
±	Ajustements des ventes des périodes antérieures portés en capitaux propres (<i>majorés de la TVA</i>)
-	Soldes débiteurs des clients et comptes rattachés en fin de période (<i>avant provisions</i>)
+	Soldes des clients créditeurs à la clôture de la période
+	Produits constatés d'avance relatifs aux clients à la clôture de la période
=	Encaissements reçus des clients

Sommes versées aux fournisseurs (d'exploitation)

+	Soldes créditeurs des fournisseurs et comptes rattachés (<i>charges à payer...</i>) au début de la période
-	Soldes débiteurs des fournisseurs au début de la période
-	Charges constatées d'avance relatives aux fournisseurs au début de la période
+	Achats TTC (<i>des comptes 60, 61, 62 et 63 en partie</i>)
+	Pertes de change sur dettes fournisseurs en devises
-	Gains de change sur dettes fournisseurs en devises
±	Ajustements des achats des périodes antérieures portés en capitaux propres (<i>majorés de la TVA</i>)
-	Soldes créditeurs des fournisseurs et comptes rattachés à la clôture de la période
+	Soldes débiteurs des fournisseurs à la clôture de la période
+	Charges constatées d'avance relatives aux fournisseurs à la clôture de la période
=	Sommes versées aux fournisseurs

Sommes versées au personnel

+	Sommes dues au personnel et organismes sociaux au début de la période
-	Avances au personnel au début de la période
+	Charges de personnel de la période
±	Ajustements des charges de personnel des périodes antérieures portés en capitaux propres
-	Sommes dues au personnel et organismes sociaux à la clôture de la période
+	Avances au personnel à la clôture de la période
=	Sommes versées au personnel

Intérêts payés

+	Intérêts dus au début de la période (<i>comptes rattachés</i>)
-	Intérêts payés d'avance au début de la période (<i>comptes de régularisation</i>)
+	Charges d'intérêt de la période
±	Ajustements des charges d'intérêt des périodes antérieures portés en capitaux propres
-	Intérêts dus à la clôture de la période
+	Intérêts payés d'avance à la clôture de la période
=	Intérêts payés

Impôts et taxes (autres qu'impôts sur le résultat)

+	Soldes créditeurs des comptes « Etat, impôts et taxes » autres qu'impôts sur le résultat et retenues à la source à l'ouverture de la période
-	Soldes débiteurs des comptes « Etat, impôts et taxes » autres qu'impôts sur le résultat à l'ouverture de la période
+	TVA et autres taxes collectées
-	TVA et autres taxes récupérables sur biens et services à caractère d'exploitation et éventuellement sur investissements
+	Impôts et taxes de la période autres qu'impôts sur le résultat
±	Ajustements des charges d'impôts et taxes (autres qu'impôts sur le résultat) des périodes antérieures portés en capitaux propres
-	Soldes créditeurs des comptes « Etat, impôt et taxes » autres qu'impôts sur le résultat et retenues à la source à la clôture de la période
+	Soldes débiteurs des comptes « Etat, impôt et taxes » autres qu'impôts sur le résultat à la clôture de la période
=	Impôts et taxes payés

Impôts sur le résultat (cas de l'impôt sur les sociétés)

+	Solde créditeur du compte « Etat, IS à payer » à l'ouverture de la période
-	Solde débiteur du compte « Etat, IS » à l'ouverture de la période
+	IS différé passif au début de la période
-	IS différé actif au début de la période
+	Charge/produit d'impôt sur les sociétés (exigible et différé) à l'état de résultat
+	IS à liquider provenant des ajustements portés en capitaux propres
-	IS à imputer provenant des ajustements portés en capitaux propres
+	IS différé passif constaté au cours de la période sans passer par l'état de résultat
-	IS différé actif constaté au cours de la période sans passer par l'état de résultat
-	Solde créditeur du compte « Etat, IS à payer » à la clôture de la période
+	Solde débiteur du compte « Etat, IS » à la clôture de la période
-	IS différé passif à la clôture de la période
+	IS différé actif à la clôture de la période
=	Impôt sur les sociétés payé

► Méthode indirecte (autorisée)

Selon la méthode indirecte, le flux de trésorerie net provenant des activités d'exploitation se détermine en ajustant le résultat net pour tenir compte de l'effet :

- des variations durant la période dans les stocks et dans les créances et dettes d'exploitation ;
- des éléments sans effet de trésorerie, tels que les amortissements, les provisions, les quotes-parts de subventions d'investissement inscrites au compte de résultat, les impôts différés, les gains ou pertes de change latents et la quote-part dans le résultat des entreprises associées ; et
- des autres éléments pour lesquels l'effet de trésorerie consiste en un flux de trésorerie d'investissement ou de financement.

Le tableau suivant fournit un éventail des différents retraitements qui peuvent être apportés au résultat net afin de dégager le flux de trésorerie net provenant des activités d'exploitation :

Résultat net	
Ajouts (+)	Déductions (-)
▼ Stocks (avant provisions)	▲ Stocks (avant provisions)
▼ Clients (avant provisions)	▲ Clients (avant provisions)
▼ Autres créances d'exploitation	▲ Autres créances d'exploitation
▲ Fournisseurs d'exploitation	▼ Fournisseurs d'exploitation
▲ Autres dettes d'exploitation	▼ Autres dettes d'exploitation
...	...
Dotations aux amortissements	Reprises sur amortissements
Dotations aux provisions	Reprises sur provisions
	Quotes-parts de subventions d'investissement inscrites au résultat
Pertes de valeurs sur immobilisations incorporelles et corporelles	Reprises de pertes de valeurs sur immobilisations incorporelles et corporelles
...	...
Moins-values sur cessions d'immobilisations incorporelles, corporelles et financières	Plus-values sur cessions d'immobilisations incorporelles, corporelles et financières
Pertes de change sur emprunts	Gains de change sur emprunts
Intérêts sur emprunts (<i>option</i>)	Intérêts sur placements LT (<i>option</i>)
Principal loyers leasing (<i>approche juridique</i>)	Dividendes sur placements LT (<i>option</i>)
Perte de change sur trésorerie en devises	Gain de change sur trésorerie en devises
...	...
= Flux net de trésorerie provenant de l'exploitation	

B. ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

1. Définition des activités d'investissement

La présentation séparée des flux de trésorerie provenant des activités d'investissement est importante car les flux de trésorerie indiquent dans quelle mesure des dépenses ont été effectuées pour l'accroissement de ressources destinées à générer des produits et flux de trésorerie futurs.

Exemples de flux de trésorerie provenant des activités d'investissement :

- a) sorties de trésorerie effectuées pour l'acquisition d'immobilisations corporelles, incorporelles et d'autres actifs à long terme. *Ces sorties comprennent les frais de développement inscrits à l'actif et les dépenses liées aux immobilisations corporelles produites par l'entité pour elle-même ;*
- b) entrées de trésorerie découlant de la cession d'immobilisations corporelles, incorporelles et d'autres actifs à long terme ;
- c) sorties de trésorerie effectuées pour l'acquisition d'instruments de capitaux propres ou d'emprunts d'autres entités *(autres que les sorties effectuées pour les instruments considérés comme étant des équivalents de trésorerie ou détenus à des fins de négoce ou de transaction) ;*
- d) entrées de trésorerie relatives à la cession d'instruments de capitaux propres ou d'emprunts d'autres entités *(autres que les entrées relatives aux instruments considérés comme étant des équivalents de trésorerie ou détenus à des fins de négoce ou de transaction) ;*
- e) avances de trésorerie et prêts faits à des tiers *(autres que les avances et prêts consentis par une institution financière) ;*
- f) entrées de trésorerie découlant du remboursement d'avances et de prêts consentis à des tiers *(autres que les avances et prêts consentis par une institution financière).*

2. Présentation des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement:

Une entité doit présenter séparément les principales catégories d'entrées et de sorties de trésorerie brutes provenant des activités d'investissement.

Afin d'assurer leur croissance future, les entités investissent des sommes importantes dans des actifs à long terme (corporels, incorporels ou financiers). L'état de flux de trésorerie doit rendre compte de l'utilisation des liquidités générées par l'exploitation ou par le financement externe aux fins de l'acquisition de nouveaux actifs. D'autre part, les dispositions (cessions) d'actifs à long terme doivent également être détaillées, car elles représentent un désinvestissement du capital de l'entité.

Les informations sur les mouvements de trésorerie liés aux activités d'investissement doivent être données par grandes catégories d'actifs à long terme, c'est-à-dire pour les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles *(incluant les charges reportées en Tunisie)* et les placements *(ou immobilisations financières)*.

Voici les formules de calcul des principaux flux de trésorerie liés aux activités d'investissement *(voir pages suivantes) :*

Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles

+	Valeurs brutes à la clôture de la période
+	Valeurs brutes des immobilisations sorties
-	Valeurs brutes des immobilisations acquises sans flux de trésorerie
+	TVA récupérable sur acquisitions de la période
-	Valeurs brutes au début de la période
+	Fournisseurs d'immobilisations au début de la période
-	Fournisseurs d'immobilisations à la clôture de la période
=	Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles

Acquisition d'immobilisations financières

+	Montant brut à la clôture de la période (net des versements restant à effectuer sur parties non libérées)
+	Valeur brute des titres cédés au cours de la période
-	Montant brut à l'ouverture de la période (net des versements restant à effectuer sur parties non libérées)
=	Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières

Cession d'immobilisations

+	Prix de cession (TVA à reverser comprise)
+	Créances sur cessions d'immobilisations au début de la période
-	Créances sur cessions d'immobilisations en fin de période
=	Encaissements provenant de la cession d'immobilisations

Cession d'immobilisations - vérification d'ensemble

+	Prix de cession des immobilisations
+	Amortissements des immobilisations cédées
+	Pertes sur cessions
-	Gains sur cessions
=	Valeur brute des immobilisations cédées

Dividendes reçus (option)

+	Dividendes revenant aux placements (<i>autres que les titres considérés comme des équivalents de trésorerie ou détenus à des fins de négoce ou de transaction</i>)
+	Dividendes à recevoir au début de la période
-	Dividendes à recevoir en fin de période
=	Dividendes reçus au cours de la période

Intérêts reçus (option)

+	Intérêts à recevoir au début de la période
-	Intérêts perçus d'avance au début de la période
+	Intérêts sur avances de trésorerie et prêts consentis à des tiers
-	Intérêts à recevoir en fin de période
+	Intérêts perçus d'avance en fin de période
=	Intérêts reçus au cours de la période

C. ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

1. Définition des activités de financement

La présentation séparée des flux de trésorerie provenant des activités de financement est importante, car elle est utile à la prévision des flux futurs de trésorerie de l'entité attendus par les apporteurs de capitaux.

Exemples de flux de trésorerie provenant des activités de financement :

- a) entrées de trésorerie provenant de l'émission d'actions ou d'autres instruments de capitaux propres ;
- b) sorties de trésorerie faites aux actionnaires pour acquérir ou racheter les actions de l'entité (*L'annulation des actions rachetées n'est pas présentée parmi les flux de trésorerie. En revanche, la revente de ces actions constitue pour la somme encaissée un flux de trésorerie rattaché à la fonction financement*) ;
- c) produits de l'émission d'emprunts obligataires, ordinaires, de billets de trésorerie, d'emprunts hypothécaires et autres emprunts à court ou à long terme ;
- d) sorties de trésorerie pour le remboursement des montants empruntés ;
- e) sorties de trésorerie effectuées par un preneur de bail dans le cadre de la réduction du solde de la dette relative à un contrat de location-financement ; et
- f) dividendes versés aux actionnaires (*option en IFRS*).

La variation des soldes créditeurs des comptes courants des associés est souvent rattachée à la fonction financement. L'entité doit procéder à une analyse des mouvements des comptes courants des associés pour décider du rattachement de la variation de leurs soldes aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement.

Les subventions d'équipement (liés à des actifs) obtenues en vue de financer l'acquisition des immobilisations sont rattachées à la **fonction investissement**.

2. Présentation des flux de trésorerie liés aux activités de financement

Une entité doit présenter séparément les principales catégories d'entrées et de sorties de trésorerie brutes provenant des activités de financement.

Les fonds tirés de l'exploitation sont souvent insuffisants pour financer les activités d'investissement de l'entité. Celle-ci a alors recours à du financement externe soit sous la forme d'emprunts, soit en émettant du capital-actions. L'état de flux de trésorerie doit donc rendre compte des opérations de la période relatives aux instruments financiers.

Voici les formules de calcul des principaux flux de trésorerie liés aux activités de financement (*voir pages suivantes*) :

Augmentation de capital

+ Capital en fin de période
+ Primes d'émission en fin de période
- Réserves incorporées au capital en cours de période
- Conversion de dettes en capital
- Augmentation de capital en nature
- Capital en début de période
- Primes d'émission en début de période
= Encaissement suite à l'émission d'actions

Distribution de dividendes

+ Dividendes attribués en N (<i>répartition des bénéfices</i>)
+ Dividendes dus aux actionnaires en début d'exercice
- Dividendes dus aux actionnaires à la clôture de l'exercice
= Dividendes versés au cours de l'exercice

Emission d'emprunts - remboursement d'emprunts

+ Emprunts non courants en fin de période
+ Echéances à moins d'un an en fin de période
- Emprunts émis sans flux de trésorerie (dettes leasing par exemple)
- Emprunts non courants en début de période
- Echéances à moins d'un an sur emprunts en début de période
= Solde net des émissions/remboursements d'emprunts correspondant à :
• Encaissements provenant des emprunts (+)
• Remboursements d'emprunts (-)

D. MODÈLES DE TABLEAUX DE FLUX DE TRÉSORERIE

Ci-joint deux modèles de tableaux de flux de trésorerie (selon les deux méthodes directe et indirecte) conçus conformément aux IFRS.

Source	Société PCGR Internationaux Limitée		
IAS 1.10d), 51b), c)	Tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2012		
IAS 1.113	Notes	Exercice clos le 31 déc. 2012	[Option 1] Exercice clos le 31 déc. 2011
		en milliers d'UM	en milliers d'UM
IAS 1.51d), e)			
IAS 7.10	Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
IAS 7.18a)		211 190	214 497
		(163 020)	(181 490)
		48 170	33 007
IAS 7.31		(4 493)	(6 106)
IAS 7.35		(13 848)	(13 340)
		29 829	13 561
IAS 7.10	Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
		(1 890)	–
		–	51
IAS 7.31		2 315	1 054
		1 137	1 143
IAS 24.19d)		30	25
IAS 7.31		156	154
		(738)	(4 311)
		189	1 578
		(22 932)	(11 875)
		11 462	21 245
		(10)	(202)
		–	58
		(6)	(358)
IAS 7.39	44	(477)	–
IAS 7.39	45	7 566	–
		–	120
		(3 198)	7 352
IAS 7.10	Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
		414	–
		4 950	–
		(6)	–
		(17 011)	–
		(277)	–
		15 000	–
		2 500	–
		(595)	–
		16 953	24 798
		(37 761)	(23 209)
		–	3 000
IAS 7.42A		213	–
IAS 7.31		(613)	–
IAS 7.31		(6 635)	(6 479)
		(22 868)	(1 890)
		3 763	20 353
		19 400	(769)
IAS 7.28		(80)	(184)
	46	23 083	19 400

Remarque : Le tableau ci-dessus illustre la méthode directe de présentation des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles.

Source	Société PCGR Internationaux Limitée		
IAS 1.10d), 51b), c)	Tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2012	[Option 2]	
IAS 1.113		Exercice clos le 31 déc. 2012	Exercice clos le 31 déc. 2011
IAS 1.51d), e)		en milliers d'UM	en milliers d'UM (retraité)
IAS 7.10	Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
IAS 7.18b)	Résultat de l'exercice	27 049	30 417
	Ajustements pour tenir compte des éléments suivants :		
	Charge d'impôt sur le résultat comptabilisée en résultat net	14 724	14 707
	Quote-part du résultat net des entreprises associées	(1 186)	(1 589)
	Charges financières comptabilisées en résultat net	4 418	6 023
	Produits nets des placements comptabilisés en résultat net	(3 608)	(2 351)
	Profit à la cession d'immobilisations corporelles	(6)	(67)
	Profit attribuable à la variation de la juste valeur d'immeubles de placement	(30)	(297)
	Profit à la cession d'une filiale	(1 940)	-
	Profit à la cession d'une participation dans une entreprise associée	(581)	-
	(Profit net) perte nette découlant de passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	(125)	-
	(Profit net) perte nette découlant d'actifs financiers classés comme détenus à des fins de transaction	(156)	(72)
	Perte nette (profit net) découlant de passifs financiers classés comme détenus à des fins de transaction	51	-
	Tranche inefficace des couvertures de flux de trésorerie (Profit net) perte nette découlant d'actifs financiers disponibles à la vente	(89)	(68)
	Perte de valeur comptabilisée au titre des créances clients	63	430
	Reprise d'une perte de valeur comptabilisée au titre des créances clients	(103)	-
	Amortissement d'actifs non courants	14 179	17 350
	Dépréciation d'actifs non courants	1 439	-
	(Profit net) perte nette de change	(819)	(474)
	Charge comptabilisée à l'égard des paiements fondés sur des actions et réglés en instruments de capitaux propres	206	338
	Charge comptabilisée à l'égard des actions émises en contrepartie de services-conseils	8	-
	Amortissement de contrats de garantie financière	6	18
	Profit découlant du règlement effectif d'une réclamation contre Filiale Sept Limitée	(40)	-
		<u>53 460</u>	<u>64 365</u>
	Variations du fonds de roulement :		
	Diminution (augmentation) des créances clients et autres débiteurs	1 861	(2 797)
	(Augmentation) diminution des montants dus par des clients en vertu de contrats de construction	(10)	467
	(Augmentation) diminution des stocks	(2 231)	204
	(Augmentation) diminution des autres actifs	-	-
	Diminution des dettes fournisseurs et autres créditeurs	(4 847)	(28 469)
	Augmentation (diminution) des montants dus à des clients en vertu de contrats de construction	21	(230)
	Augmentation (diminution) des provisions	224	(941)
	(Diminution) augmentation des produits différés	(213)	43
	(Diminution) augmentation des autres passifs	(95)	365
		<u>48 170</u>	<u>33 007</u>
IAS 7.31	Intérêts versés	(4 493)	(6 106)
IAS 7.35	Impôt sur le résultat payé	(13 848)	(13 340)
	Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	<u>29 829</u>	<u>13 561</u>

Source	Société PCGR Internationaux Limitée			
	Tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 – suite			[Option 2 – suite]
		Notes	Exercice clos le 31 déc. 2012 en milliers d'UM	Exercice clos le 31 déc. 2011 en milliers d'UM
IAS 7.10	Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
	Paiements pour l'acquisition d'actifs financiers		(1 890)	–
	Produit de la vente d'actifs financiers		–	51
IAS 7.31	Intérêts reçus		2 315	1 054
	Redevances et autres produits tirés de placements reçus		1 137	1 143
IAS 24.19d)	Dividendes reçus d'entreprises associées		30	25
IAS 7.31	Autres dividendes reçus		156	154
	Montants avancés à des parties liées		(738)	(4 311)
	Remboursements par des parties liées		189	1 578
	Paiements au titre d'immobilisations corporelles		(22 932)	(11 875)
	Produit de la cession d'immobilisations corporelles		11 462	21 245
	Paiements au titre d'immeubles de placement		(10)	(202)
	Produit de la cession d'immeubles de placement		–	58
	Paiements au titre d'immobilisations incorporelles		(6)	(358)
IAS 7.39	Sorties nettes de trésorerie à l'acquisition de filiales	44	(477)	–
IAS 7.39	Entrées nettes de trésorerie à la cession d'une filiale	45	7 566	–
	Entrées nettes de trésorerie à la cession d'une entreprise associée		–	120
	Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'investissement		(3 198)	8 682
IAS 7.10	Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
	Produit de l'émission d'instruments de capitaux propres de la Société		414	–
	Produit de l'émission de billets convertibles		4 950	–
	Paiement au titre des frais d'émission d'actions		(6)	–
	Paiement lié au rachat d'actions		(17 011)	–
	Paiement au titre des coûts liés au rachat d'actions		(277)	–
	Produit de l'émission d'actions préférentielles remboursables		15 000	–
	Produit de l'émission de billets perpétuels		2 500	–
	Paiement lié aux frais d'émission de titres d'emprunt		(595)	–
	Produit d'emprunts		16 953	24 798
	Remboursement d'emprunts		(37 761)	(23 209)
	Produit découlant d'emprunts publics		–	3 000
IAS 7.42A	Produit de la cession d'une participation partielle dans une filiale n'entraînant pas une perte de contrôle		213	–
IAS 7.31	Dividendes versés sur les actions préférentielles à dividende cumulatif remboursables		(613)	–
IAS 7.31	Dividendes versés aux propriétaires de la Société		(6 635)	(6 479)
	Flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement		(22 868)	(1 890)
	Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		3 763	20 353
	Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		19 400	(769)
IAS 7.28	Incidence des variations des cours de change sur le solde de la trésorerie détenue en monnaie étrangère		(80)	(184)
	Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	46	23 083	19 400

Remarque : Le tableau ci-dessus illustre la méthode indirecte de présentation des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles.

POINTS PARTICULIERS

1. Présentation des flux de trésorerie pour leur montant net

Les flux de trésorerie suivants, provenant des activités d'exploitation, d'investissement ou de financement peuvent être présentés pour leur montant net :

- a) Entrées et sorties de trésorerie pour le compte de clients lorsque les flux de trésorerie découlent des activités du client et non de celles de l'entité ; et

Exemples :

- l'acceptation et le remboursement de dépôts à vue par une banque ;
- la trésorerie détenue pour le compte de clients par une entité spécialisée dans les placements ; et
- les loyers reversés aux propriétaires de biens, après avoir été collectés pour leur compte.

- b) Entrées et sorties de trésorerie concernant des éléments ayant un rythme de rotation rapide, des montants élevés et des échéances courtes.

Exemples :

- montants, en principal, relatifs aux cartes de crédit des clients ;
- acquisitions ou cessions de placements ; et
- autres emprunts à court terme, par exemple ceux ayant une échéance inférieure ou égale à trois mois.

Les encaissements et décaissements pour le compte d'autrui reflètent les activités du mandant plutôt que celles de l'entité. Ils figurent pour leur solde net de la période. La rémunération de l'entité retenue sur les sommes reçues figure parmi les encaissements provenant des clients. C'est par exemple le cas d'un transitaire qui encaisse de la trésorerie pour le dédouanement des marchandises de ces clients.

Les effets de financement renouvelables permettant de mobiliser un concours bancaire de trésorerie sont classés parmi les activités de financement et non comme élément de la trésorerie de la période. Le renouvellement de ces effets n'a pas à figurer parmi les encaissements et décaissements de la période ; seule la variation nette intervenant éventuellement au cours de la période figure parmi les flux de trésorerie liés aux activités de financement de la période.

2. Flux de trésorerie en monnaies étrangères

Les flux de trésorerie provenant de transactions en monnaie étrangère doivent être enregistrés dans la monnaie fonctionnelle de l'entité par application au montant en monnaie étrangère **du cours de change** entre la monnaie fonctionnelle et la monnaie étrangère **à la date des flux de trésorerie**.

Les flux de trésorerie libellés en monnaie étrangère sont présentés en conformité avec la norme IAS 21, *Effets des variations des cours des monnaies étrangères*. Celle-ci permet d'utiliser un cours de change qui se rapproche du cours réel. A titre d'exemple, un cours de change moyen pondéré pour la période peut être utilisé pour l'enregistrement des transactions en monnaie étrangère.

Les gains et pertes latents provenant des variations des cours de change ne sont pas des flux de trésorerie.

Toutefois, l'effet des variations des cours de change sur la trésorerie ou les équivalents de trésorerie détenus ou dus en monnaies étrangères est présenté dans le tableau des flux de trésorerie de façon à permettre le rapprochement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie à l'ouverture et à la clôture de la période. Ce montant est présenté séparément des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, d'investissement et de financement et tient compte le cas échéant des écarts qui auraient été constatés si les flux de trésorerie avaient été inscrits au cours de change de clôture.

3. Modifications comptables

Les mouvements de trésorerie liés à des modifications comptables doivent être rattachés aux postes concernés des flux de trésorerie d'exploitation, d'investissement ou de financement, selon le cas.

4. Intérêts et dividendes

Les flux de trésorerie provenant des intérêts et des dividendes perçus ou versés doivent être tous **présentés séparément**. Chacun doit être **classé de façon permanente** d'une période à l'autre dans les activités d'exploitation, d'investissement ou de financement.

Le montant total des intérêts versés au cours de la période est indiqué dans le tableau des flux de trésorerie, **qu'ils aient été comptabilisés en charges à l'état du résultat net ou incorporés au coût d'un actif qualifiant** conformément aux dispositions de la norme IAS 23, *Coûts d'emprunt*.

Les intérêts versés et les intérêts et dividendes reçus sont habituellement classés en flux de trésorerie d'exploitation par une institution financière. Toutefois, il n'y a aucun consensus pour le classement de ces flux de trésorerie pour les autres entités. Les intérêts payés et les intérêts et dividendes reçus peuvent être classés dans les flux de trésorerie d'exploitation parce qu'ils entrent dans le calcul du résultat net. Alternativement, les intérêts versés et les intérêts et dividendes reçus peuvent être classés respectivement en flux de trésorerie de financement et flux de trésorerie d'investissement, car ils représentent des ressources financières ou des retours sur investissements.

Les dividendes versés peuvent être classés en flux de trésorerie de financement, car ils sont le coût d'obtention de ressources financières (*option retenue par la norme comptable générale NC 01 du système comptable des entreprises en Tunisie*). Simultanément, les dividendes versés peuvent être classés parmi les flux de trésorerie d'exploitation dans le but d'aider les utilisateurs à déterminer la capacité d'une entité à dégager des dividendes à partir des flux de trésorerie d'exploitation.

Selon la norme IAS 7, dans le cas des entités autres que les banques, le montant des intérêts payés pourrait être classé dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation parce qu'ils entrent dans le calcul du résultat net. Comme autre solution, les intérêts payés pourraient être classés dans les flux de trésorerie liés aux activités de financement, étant donné qu'ils représentent des coûts engagés pour l'obtention des ressources financières.

La norme IAS 7 vise la totalité des intérêts payés.

Selon le point (c) du § 63 de la première partie de la norme comptable générale NC 01 du système comptable des entreprises en Tunisie, sont rattachés aux activités de financement *les flux liés à l'émission d'emprunts obligataires, d'emprunts hypothécaires, de billets de trésorerie ou d'autres emprunts à court terme et à long terme et au remboursement des montants empruntés (en principal et intérêts)*.

Par ailleurs, le modèle d'état de flux de trésorerie présente les intérêts payés parmi les activités d'exploitation dans la méthode directe et ne réintègre pas les intérêts payés, du moins sur emprunts, en ajustement des flux de trésorerie liés à l'exploitation dans la méthode indirecte, ce qui implicitement classe la totalité des intérêts payés parmi les activités d'exploitation.

En outre, le § 64 de la première partie de la norme comptable générale NC 01 dispose que *les activités d'investissement et de financement qui n'entraînent pas de flux de trésorerie sont exclues de l'état de flux de trésorerie. Il en est ainsi par exemple des conversions des créances en capital. Il en est également des acquisitions d'actifs en leasing qui sont considérées comme opérations de financement n'entraînant pas de flux de trésorerie alors que les remboursements subséquents du principal sont considérés comme des sorties de trésorerie liées aux activités de financement*. Cette disposition n'est pas traduite dans le modèle autorisé (méthode indirecte) puisqu'elle doit entraîner la déduction de la quote-part des redevances de leasing correspondant au principal en ajustement des flux liés à l'exploitation.

En conclusion, les intérêts sur emprunts qui sont habituellement classés parmi les flux de trésorerie liés à l'exploitation sont présentés selon la norme comptable générale NC 01 parmi les opérations de financement. Une telle présentation est préconisée au plan international. Elle est justifiée, théoriquement, par le fait que les intérêts des emprunts donnent la mesure du coût de financement de l'entité. La présentation des intérêts (pour leur totalité parmi les activités de financement) a la préférence des analystes financiers car elle facilite le calcul du solde net des opérations bancaires déterminé par la différence entre les nouveaux emprunts et les remboursements d'emprunts et intérêts versés aux banques.

Alors que la norme comptable générale NC 01 ne prévoit aucune disposition spécifique aux intérêts et dividendes reçus, la norme IAS 7 leur consacre les mêmes options et traitements que les intérêts payés. Néanmoins, compte tenu du fait que le point (f) du § 61 de la première partie de la norme comptable générale NC 01 prévoit que les autres encaissements et décaissements non rattachés spécifiquement aux activités de financement ou d'investissement sont présentés parmi les flux de trésorerie liés à l'exploitation, les intérêts et dividendes reçus seront généralement rattachés aux activités d'exploitation.

Selon l'Ordre des Experts Comptables en France, les produits des investissements financiers, qui sont habituellement classés parmi les flux de trésorerie liés à l'exploitation, peuvent être présentés parmi les opérations d'investissement, dans la mesure où ces produits constituent un retour sur investissement.

Alors que la norme IAS 7 offre une option entre le rattachement des dividendes versés aux flux liés aux activités de financement ou aux flux liés aux activités d'exploitation, la norme comptable générale NC 01 rattache expressément les dividendes et les autres distributions aux actionnaires à la rubrique des flux de trésorerie liés aux activités de financement.

5. Impôts sur le résultat

Les flux de trésorerie provenant des impôts sur le résultat doivent être **présentés séparément** et classés comme des flux de trésorerie d'exploitation, à moins qu'ils ne puissent être spécifiquement rattachés aux activités de financement et d'investissement.

Lorsqu'il est possible de relier le flux de trésorerie d'impôt à une transaction individuelle qui procure des flux de trésorerie classés en activité d'investissement ou de financement, le flux de trésorerie d'impôt est classé, suivant le cas, en activité d'investissement ou de financement. **Lorsque les flux de trésorerie d'impôt sont répartis sur plus d'une catégorie d'activité, le montant total d'impôts payés est une information à fournir** (au niveau des notes relatives à l'état de flux de trésorerie).

L'Ordre des Experts Comptables de France recommande, lorsque l'entité réalise d'importantes plus-values sur cessions d'immobilisations, d'affecter l'impôt correspondant aux opérations d'investissement.

6. Acquisitions et cessions de filiales et autres unités d'exploitation

L'ensemble des flux de trésorerie provenant des acquisitions et cessions de filiales et autres unités d'exploitation doivent être **présentés séparément** et classés dans les activités d'investissement.

Une entité doit indiquer, de façon globale pour les acquisitions et cessions de filiales ou d'autres unités d'exploitation effectuées au cours de l'exercice, chacun des éléments suivants :

- le prix total d'achat ou de cession ;
- la portion du prix d'achat ou de cession payée en trésorerie et en équivalents de trésorerie ;
- le montant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie dont dispose la filiale ou l'unité d'exploitation acquise ou cédée ; et
- le montant des actifs et passifs, autres que la trésorerie et les équivalents de trésorerie, de la filiale ou de l'unité d'exploitation acquise ou cédée, regroupés par grandes catégories.

Les flux de trésorerie liés aux cessions ne sont pas portés en déduction de ceux liés aux acquisitions.

Le montant global de trésorerie versé ou reçu lors de l'achat ou de la cession est inscrit dans le tableau des flux de trésorerie **après déduction du montant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie acquise ou cédée.**

7. Transactions sans contrepartie en trésorerie

Les transactions d'investissement et de financement qui ne requièrent pas de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie **doivent être exclues** du tableau des flux de trésorerie. De telles transactions doivent être indiquées dans les états financiers de façon à fournir toute information pertinente à propos de ces activités d'investissement et de financement.

Exemples de transactions sans effet de trésorerie :

- l'acquisition d'actifs à long terme par émission (ou prise en charge) de dettes à long terme ou par un contrat de location-financement ;
- l'acquisition d'une entité ou d'actifs à long terme au moyen d'une émission d'actions (augmentation de capital par apport en nature) ;
- l'acquisition d'un actif à long terme provenant d'une donation ou d'un échange ;
- le refinancement d'une dette ; et
- la conversion de dettes en capitaux propres.

Le leasing est traité par le § 64 de la première partie de la norme comptable générale NC 01 comme une activité d'investissement qui n'entraîne pas de flux de trésorerie. L'engagement subséquent au leasing est, par conséquent, exclu de l'état de flux de trésorerie. En revanche, les versements des redevances de leasing doivent être ventilés en deux parties :

- a) le principal ; et
- b) les intérêts implicites.

La quote-part des redevances correspondant au principal est présentée parmi les décaissements liés aux activités de financement. Il s'en suit que selon l'approche juridique ou patrimoniale de comptabilisation du leasing en usage avant 2008, il convient de reclasser la partie du loyer de leasing correspondant au principal des activités d'exploitation aux activités de financement dans la méthode directe et de réintégrer la charge en ajustement des activités d'exploitation dans la méthode indirecte pour la présenter parmi les décaissements liés aux activités de financement.

L'échange d'immobilisations sans soulte constitue une activité qui n'a pas d'incidence directe sur la trésorerie. En revanche, en cas d'échange avec soulte, la soulte versée est traitée comme un décaissement pour acquisition d'immobilisations alors que la soulte reçue est traitée comme un encaissement sur cession d'immobilisations.

La compensation entre fournisseurs et clients n'entraîne pas de flux de trésorerie. En revanche, elle équivaut, lorsqu'elle est légalement autorisée, un paiement et un encaissement puisqu'elle éteint les dettes et créances réciproques.

L'exclusion de l'état de flux de trésorerie des activités sans incidence sur la trésorerie ne vise expressément que les activités d'investissement et de financement. L'entité dispose, par conséquent, de la possibilité de présenter les compensations entre les fournisseurs et clients parmi les flux d'exploitation (encaissements & décaissements) ou de les exclure en consacrant la compensation. Lorsque l'entité opte pour cette deuxième alternative, il convient d'exclure les montants des dettes et créances compensées des formules de calcul des décaissements aux fournisseurs et des encaissements des clients dans la méthode directe.

L'inscription en compte courant interentreprises entraîne la modification du solde de ce compte (débitaire ou créditeur) et n'entraîne pas en tant que tel un flux de trésorerie sauf si elle constate une avance ou un retrait de trésorerie. Mais lorsqu'il y a convention de compte courant, toute inscription vaut juridiquement paiement ou encaissement et entraîne novation (modification du solde dû). L'entité a, par conséquent, le choix de considérer l'inscription (sans mouvement de trésorerie) en flux de trésorerie ou de la traiter comme non-flux.

8. Retenues à la source opérées par l'entité

Les retenues à la source opérées par l'entité touchent plusieurs postes de décaissements : salaires, achats, services extérieurs, intérêts, investissements, etc. Doit-on les rattacher aux impôts et taxes ou doit-on considérer que la retenue à la source fait partie du décaissement au bénéficiaire ?

La retenue à la source étant l'accessoire du décaissement principal, il est généralement plus approprié de la rattacher à la dépense d'origine. Dans cette hypothèse convient-il de décomposer le compte « Etat, retenues à la source à payer » par rubrique de décaissement ? Bien entendu, cette décomposition n'est nécessaire que lorsque l'importance significative le justifie.

9. Retenues à la source supportées par l'entité

Les retenues à la source subies par l'entité sont de plus en plus nombreuses et touchent à la fois l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur le revenu et la taxe sur la valeur ajoutée.

Doit-on rattacher ces retenues aux postes d'encaissements en considérant en même temps que l'entité a décaissé un montant équivalent à l'impôt retenu à la source comme étant avancé à l'Etat ou doit-on les exclure des encaissements au titre des rubriques d'origine et constater une créance sur l'Etat d'égal montant ?

La solution la plus appropriée serait la même que celle adoptée pour les retenues opérées, c'est-à-dire en considérant la retenue subie comme un encaissement rattaché à son poste et, corrélativement, son montant est traité comme étant un impôt payé à l'Etat.

10. Obligations cautionnées

Les obligations cautionnées sont destinées à payer les droits de douane et autres taxes dues à l'importation. Bien que rattachées aux achats (d'exploitation ou d'investissement), elles sont comptabilisées au compte « Etat et collectivités publiques ».

Les obligations cautionnées dues doivent être rattachées au poste des décaissements aux fournisseurs (d'exploitation) ou des décaissements pour acquisition d'immobilisations. La fraction correspondant aux intérêts peut être négligée ou faire l'objet d'un traitement approprié, si elle est significative.

11. TVA sur investissements

Doit-on présenter les décaissements pour acquisition d'investissements en hors taxes récupérables ou en toutes taxes comprises ?

Lorsque les décaissements au titre des investissements incluent de la TVA récupérable ayant été effectivement imputée sur la TVA collectée, les décaissements au titre de la TVA liés aux activités d'exploitation sont réduits, ce qui fait bénéficier de la TVA récupérable sur investissements la rubrique des flux de trésorerie liés à l'exploitation. La même logique de traitement s'applique, mais en sens inverse, à la TVA reversée sur cession d'immobilisations.

C'est le prix de cession TTC qui est également présenté parmi les activités d'investissement. Lorsque la TVA sur investissements fait l'objet d'un remboursement, l'encaissement correspondant est classé parmi les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement.

Mais, il est aussi possible, dans le cas où la TVA sur investissements est effectivement récupérée sur la TVA collectée, d'opter pour la présentation des investissements en hors TVA récupérée.

En fait, aucune de ces deux options n'est totalement satisfaisante. L'option pour la présentation des investissements TTC permet de présenter les décaissements réels mais fait bénéficier les flux d'exploitation de façon induue de la TVA déduite sur ces investissements. Lorsque la TVA déductible sur investissements dégage un crédit de TVA, la méthode ne présente pas cet inconvénient au titre de la période de réalisation de l'investissement.

L'option pour la présentation des investissements hors TVA récupérable modifie le montant des décaissements au titre des investissements mais assure la neutralité par rapport aux flux d'exploitation dans le cas où la TVA sur investissements est effectivement imputée sur la TVA collectée. En revanche, cette option pénalise les flux d'exploitation dans le cas où la TVA sur investissements vient constituer un crédit de TVA.

12. Productions d'immobilisations

Selon la norme IAS 7, § 16 (a), les décaissements effectués pour l'acquisition d'immobilisations comprennent les frais de développement immobilisés et les dépenses liées aux immobilisations produites par l'entité pour elle-même. Il convient, par conséquent, de reclasser ces dépenses des postes de décaissements par nature (fournisseurs, personnel, etc.) au poste des décaissements pour acquisition d'immobilisations **dans la méthode directe**. Dans la méthode indirecte, aucun ajustement n'est nécessaire puisque la production immobilisée figure en produits.

INFORMATIONS À FOURNIR

L'entité doit indiquer le montant des soldes importants de trésorerie et d'équivalents de trésorerie détenus et **non disponibles** pour le groupe et l'accompagner d'un commentaire de la direction.

Il existe différentes circonstances où les soldes de la trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus par une entité ne sont pas disponibles pour une utilisation par le groupe. C'est le cas, par exemple, des soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie détenus par une filiale opérant dans un pays où des contrôles de change ou d'autres restrictions légales existent, lorsque ces soldes ne sont pas disponibles pour une utilisation générale par la mère ou les autres filiales.

Des informations complémentaires peuvent être pertinentes pour les utilisateurs pour comprendre la situation financière et la liquidité d'une entité. La mention de ces informations, accompagnées d'un commentaire de la direction, est encouragée et peut inclure :

- a) **le montant des facilités de crédit non utilisées** qui pourraient être disponibles pour les activités opérationnelles futures et pour le règlement d'engagements relatifs à des dépenses en capital, en indiquant toutes limitations à l'utilisation de ces facilités ;
- b) **le montant global des flux de trésorerie qui représentent des augmentations de la capacité de production**, séparément des flux de trésorerie qui sont nécessaires pour maintenir la capacité de production ; et
- c) le montant des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, d'investissement et de financement **pour chaque secteur opérationnel** tel que défini par la norme IFRS 8, *Secteurs opérationnels*.

La présentation séparée des flux de trésorerie qui représentent des augmentations de la capacité de production et des flux de trésorerie qui sont nécessaires au maintien de la capacité de production est utile pour permettre à l'utilisateur de déterminer si l'entité investit suffisamment pour maintenir sa capacité de production. Une entité qui n'investit pas suffisamment pour maintenir sa capacité de production pourrait porter préjudice à sa rentabilité future en privilégiant la liquidité et les distributions à court terme aux propriétaires.

La présentation de flux de trésorerie sectoriels permet aux utilisateurs d'avoir une meilleure compréhension de la relation entre les flux de trésorerie de l'ensemble de l'entité et ceux de ses composantes et de la disponibilité et la variabilité des flux de trésorerie sectoriels.

ÉTUDES DE CAS

CAS n°1 - Données

Considérons pour un groupe les données suivantes :

- Toutes les actions d'une filiale ont été acquises pour 590.
La juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge s'établit comme suit :
 - Stocks : 100 ;
 - Créances d'exploitation : 100 ;
 - Trésorerie : 40 ;
 - Immobilisations corporelles : 650 ;
 - Dettes d'exploitation : 100 ;
 - Dettes à long terme : 200.
- 250 ont été reçus suite à l'émission de nouvelles actions.
- 250 ont été reçus grâce à un emprunt à long terme.
- Les dividendes payés sont de 1 200.
- Durant l'exercice, des immobilisations corporelles ont été acquises pour un montant total de 1 250. Le financement s'est effectué comme suit :
 - 900 par des contrats de location-financement ;
 - 350 par des sorties de trésorerie.
- Une immobilisation corporelle dont la valeur d'origine est de 80, et les amortissements cumulés de 60, a été cédée pour 20.
- Les dividendes reçus s'élèvent à 200 ; il en est de même pour les intérêts reçus.
- Les emprunts à long terme s'élèvent à 1 040 à l'ouverture de l'exercice, et à 2 300 à la clôture de l'exercice.

Travail à faire :

1. A quelle catégorie de flux de trésorerie correspond l'acquisition de la filiale par le groupe ?
2. Quel est le flux de trésorerie correspondant à l'acquisition de la filiale et devant figurer dans le tableau des flux de trésorerie du groupe ?
3. Quel est le flux de trésorerie correspondant à l'acquisition des immobilisations corporelles ?
4. A quelle(s) catégorie(s) de flux de trésorerie peuvent être rattachés les dividendes payés selon la norme IAS 7 ?
5. Etablir la partie du tableau de flux de trésorerie correspondant aux flux liés aux activités d'investissement (y compris les intérêts et dividendes reçus).
6. Etablir la partie du tableau de flux de trésorerie correspondant aux flux liés aux activités de financement (y compris les dividendes payés).

CAS n°1 - Solution

- Il s'agit d'un flux de trésorerie lié aux activités d'investissement.
- Le montant global de trésorerie versé ou reçu lors de l'achat ou de la vente est inscrit dans le tableau des flux de trésorerie après déduction du montant de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie acquise ou cédée, soit 550 :

- Stocks	100
- Créances d'exploitation	100
- Trésorerie	40
- Immobilisations corporelles	650
- Dettes d'exploitation	(100)
- Dette à long terme	(200)
- Prix d'achat total	= 590
- Minoré de la trésorerie de la cible	(40)
- Flux net de trésorerie correspondant à l'acquisition de la filiale	= 550

- Durant l'exercice, l'entreprise a acquis des immobilisations corporelles pour un montant total de 1 250, financés à hauteur de 900 par des contrats de location-financement et de 350 par des sorties de trésorerie.

Les contrats de location financement n'ont pas d'impact sur la trésorerie au moment de leur conclusion, les flux de trésorerie correspondants ressortent donc à 350.

- Selon la norme IAS 7, les dividendes payés peuvent être classés soit en flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, soit en flux de trésorerie liés aux activités de financement.
- Partie du tableau de flux de trésorerie correspondant aux flux liés aux activités d'investissement :

Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	
- acquisition filiale sous déduction trésorerie acquise	- 550
- acquisition d'immobilisations corporelles	- 350
+ cessions d'immobilisations corporelles	+ 20
+ intérêts reçus	+ 200
+ dividendes reçus	+ 200
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement	= - 480

- Partie du tableau de flux de trésorerie correspondant aux flux liés aux activités de financement :

Flux de trésorerie provenant des activités de financement	
+ encaissement suite à l'émission d'actions	+ 250
+ encaissement d'emprunts à long terme	+ 250
- remboursement d'emprunts à long terme ou de contrats de location-financement (a)	- 90
- dividendes versés	- 1 200
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	= - 790

(a)

Emprunts à long terme à l'ouverture	1 040
Emprunt contracté durant l'exercice	250
Immobilisations financées par contrat de location-financement	900
Emprunt à long terme de la filiale acquise	200
Emprunt à long terme à la clôture	(2 300)
Remboursement d'emprunts durant l'exercice	= 90

CAS n°2 - Données (révision comptable - session septembre 2004)

La « SFP » est une société anonyme spécialisée dans la fabrication et la vente, sur le marché local et à l'exportation, des filets de pêche. Son activité est exonérée de la TVA et elle est soumise à l'impôt sur les sociétés au taux de 35%. Le capital social de la « SFP » s'élève, au 31 décembre 2003, à 6.000.000 DT et se décompose d'actions de valeur nominale égale à 100 DT chacune.

Vous disposez des renseignements suivants concernant la « SFP » qui établit ses états financiers annuels conformément au système comptable des entreprises en Tunisie :

I. BILAN AU 31 DECEMBRE 2003

Société des Filets de Pêche (SFP)			
BILAN - ACTIFS (montants exprimés en dinars)			
	Notes	31 décembre	
		2003	2002
ACTIFS NON COURANTS			
Immobilisations incorporelles		700.650	550.650
Moins : amortissements		- 330.400	- 220.260
		370.250	330.390
Immobilisations corporelles		10.630.490	8.980.490
Moins : amortissements		- 4.321.640	- 3.531.200
		6.308.850	5.449.290
Total des actifs non courants		6.679.100	5.779.680
ACTIFS COURANTS			
Stocks		2.678.810	2.390.670
Clients et comptes rattachés		1.750.640	1.888.500
Moins : provisions		- 220.000	- 188.500
		1.530.640	1.700.000
Autres actifs courants		265.700	248.980
Placements courants		150.000	300.000
Liquidités et équivalents de liquidités		1.358.650	832.770
Total des actifs courants		5.983.800	5.472.420
TOTAL DES ACTIFS		12.662.900	11.252.100

Société des Filets de Pêche (SFP)			
BILAN – CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS (montants exprimés en dinars)			
	Notes	31 décembre	
		2003	2002
CAPITAUX PROPRES			
Capital social		6.000.000	5.000.000
Réserves		570.000	500.000
Autres capitaux propres		360.000	80.000
Résultats reportés		40.110	10.110
Total capitaux propres avant résultat de l'exercice		6.970.110	5.590.110
Résultat de l'exercice		1.750.890	1.400.000
Total des capitaux propres avant affectation		8.721.000	6.990.110
PASSIFS			
Passifs non courants			
Emprunts non courants		290.000	-
Ecart de conversion		31.250	-
Total des passifs non courants		321.250	-
Passifs courants			
Fournisseurs et comptes rattachés		2.875.620	3.781.540
Autres passifs courants		578.280	480.450
Emprunts courants		166.750	-
Total des passifs courants		3.620.650	4.261.990
Total des passifs non courants		3.941.900	4.261.990
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		12.662.900	11.252.100

II. ETAT DE RESULTAT POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2003

Société des Filets de Pêches (SFP)			
ETAT DE RESULTAT (montants exprimés en dinars)			
	Notes	Exercice 2003	Exercice 2002
Produits d'exploitation			
Revenus		18.549.230	16.694.300
Autres produits d'exploitation		20.000	12.000
Production immobilisée		150.000	72.240
Total des produits d'exploitation		18.719.230	16.778.540
Charges d'exploitation			
Variation stocks des produits finis et des en-cours		515.400	- 230.150
Achats d'approvisionnements consommés		- 9.743.610	- 8.284.170
Charges de personnel		- 3.709.850	- 3.338.860
Dotations aux amortissements et aux provisions		- 992.080	- 769.420
Autres charges d'exploitation		- 2.796.990	- 2.442.800
Total des charges d'exploitation		- 16.727.130	- 15.065.400
Résultat d'exploitation		1.992.100	1.713.140
Charges financières nettes		- 43.710	- 33.330
Produits des placements		90.000	45.900
Autres gains ordinaires		200.000	138.340
Autres pertes ordinaires		- 50.000	- 112.370
Résultat des activités ordinaires avant impôt		2.188.390	1.751.680
Impôt sur les sociétés		- 437.500	- 351.680
Résultat des activités ordinaires après impôt		1.750.890	1.400.000
Eléments extraordinaires		-	-
Résultat net de l'exercice		1.750.890	1.400.000
Effets des modifications comptables		-	-
Résultat après modifications comptables		1.750.890	1.400.000

III. RENSEIGNEMENTS SUPPLEMENTAIRES

- 1) L'évolution de la valeur brute des immobilisations incorporelles s'explique par la capitalisation de frais de développement, engagés en 2003 par la « SFP » dans le cadre d'un projet de recherche et de développement, pour un coût total de 150.000 DT s'analysant comme suit :

- achats d'approvisionnements consommés	:	40.000 DT
- charges de personnel	:	90.000 DT
- dotations aux amortissements	:	20.000 DT

- 2) Début janvier 2003, la « SFP » a conclu un contrat de leasing portant sur un camion de transport de marchandises et présentant les caractéristiques suivantes :

- durée du bail : 3 ans ;
- 3 loyers annuels de 40.000 DT chacun, payables d'avance ;
- option d'achat à la fin de la 3^{ème} année pour un prix de faveur de 10.000 DT.

La « SFP » adopte une approche juridique pour la comptabilisation des contrats de leasing (application des dispositions de l'article 15 de la loi n°94-89 du 26 juillet 1994, relative au leasing).

- 3) En février 2003, la « SFP » a procédé à la cession, pour un prix de 250.000 DT, d'un terrain non nécessaire à son exploitation et dont la valeur comptable s'élève à 50.000 DT.
- 4) Suite à un incendie survenu en mars 2003, la « SFP » a perdu un équipement de production dont la valeur comptable brute et les amortissements cumulés (à la date de l'incendie) s'élèvent respectivement à 180.000 DT et 60.000 DT. En compensation de la perte subie, la « SFP » a bénéficié en juin 2003 d'une indemnisation de 70.000 DT, versée par l'assureur.
- 5) Début juillet 2003 et dans le cadre de son programme de mise à niveau, la « SFP » a procédé à l'acquisition, auprès d'un fournisseur français, d'une nouvelle chaîne de production pour un coût total de 300.000 Euros. Pour le financement de cet investissement, elle a contracté un emprunt d'égal montant, remboursable en 3 tranches annuelles de 100.000 Euros chacune (au 30 juin), avec un taux d'intérêt de 10% l'an.
Un Euro vaut 1,60 DT au 1^{er} juillet 2003 et 1,45 DT au 31 décembre 2003.

- 6) Les stocks ont évolué comme suit en 2003 :

	31 décembre 2003	31 décembre 2002	Variation
Approvisionnements	1.207.210	1.434.470	- 227.260
Produits finis	1.471.600	956.200	515.400
Total en DT	2.678.810	2.390.670	288.140

- 7) Les autres actifs courants se décomposent comme suit :

	31 décembre 2003	31 décembre 2002
Avances et acomptes au personnel	50.400	70.400
Charges constatées d'avance (loyers et primes d'assurance)	215.300	178.580
Total en DT	265.700	248.980

- 8) A la fin de l'exercice 2002, la « SFP » a acheté en Bourse 10.000 actions de la société « XYZ » pour un prix global de 300.000 DT et ce, en vue de leur vente à court terme. Durant l'exercice 2003, la moitié de ces actions a été cédée pour la somme de 200.000 DT ; en outre, la société « XYZ » a versé à la « SFP » un montant de 40.000 DT au titre des dividendes relatifs à l'exercice 2002. La plus-value de cession ainsi réalisée et les dividendes encaissés forment les produits des placements de l'exercice 2003.
- 9) Les liquidités et équivalents de liquidités se décomposent comme suit :

	31 décembre 2003	31 décembre 2002
Actions SICAV obligataire (à céder dans un délai ne dépassant pas trois mois)	800.000	-
Banques	557.660	830.950
Caisse	990	1.820
Total en DT	1.358.650	832.770

- 10) En août 2003, le capital social a été augmenté de 20% (par création de 10.000 actions nouvelles) et ce, suite à l'apport en nature effectué par l'un des actionnaires. L'assemblée générale extraordinaire statuant sur cette augmentation de capital a retenu les valeurs suivantes (indiquées dans le rapport du commissaire aux apports) pour les éléments constitutifs de cet apport en nature :

- immobilisations corporelles	:	1.400.000
- fournisseurs d'immobilisations	:	- 200.000
Valeur nette en DT	:	1.200.000

- 11) Le tableau des variations des capitaux propres se présente comme suit pour l'exercice clos le 31 décembre 2003 :

	Capital social	Prime d'apport	Réserves	Subventions d'invest.	Bénéfices non répartis	Total en DT
Soldes au 31/12/2002	5.000.000		500.000	80.000	1.410.110	6.990.110
Augmentation de capital en nature	1.000.000	200.000				1.200.000
Subvention d'invest. acquise en 2003				100.000		100.000
Amortissement des subventions d'invest.				- 20.000		-20.000
Affectation bénéficiaire 2002 – réserve légale			70.000		- 70.000	
Distribution dividendes au titre de 2002					- 1.300.000	-1.300.000
Bénéfice 2003					1.750.890	1.750.890
Soldes au 31/12/2003	6.000.000	200.000	570.000	160.000	1.791.000	8.721.000

- 12) Les soldes des emprunts non courants, des emprunts courants (principal et intérêts courus) et des écarts de conversion figurant au bilan au 31 décembre 2003 se rapportent tous à la dette financière en Euros, contractée pour le financement de la nouvelle chaîne de production (voir renseignement n°5).

- 13) Les fournisseurs et comptes rattachés ainsi que les autres passifs courants se décomposent comme suit :

	31 décembre 2003	31 décembre 2002
Fournisseurs et comptes rattachés :		
- Fournisseurs d'exploitation	2.469.920	2.903.880
- Fournisseurs d'immobilisations	405.700	877.660
Total 1 en DT	2.875.620	3.781.540
Autres passifs courants :		
- Personnel et comptes rattachés	158.520	121.460
- Etat – impôt sur les sociétés	122.500	139.300
- Etat – autres impôts et taxes	117.000	98.430
- Organismes de sécurité sociale	180.260	121.260
Total 2 en DT	578.280	480.450

- 14) Les autres produits d'exploitation sont constitués exclusivement d'amortissements de subventions d'investissement.

- 15) Les autres charges d'exploitation se détaillent comme suit pour l'exercice clos le 31 décembre 2003 :

- Redevance leasing	:	40.000
- services extérieurs	:	2.494.220
- impôts et taxes	:	167.270
- pertes de créances clients	:	95.500
Total en DT	:	2.796.990

- 16) Les charges financières nettes de l'exercice 2003 s'analysent comme suit :

- intérêts / emprunt en Euros	:	21.750
- gain de change / emprunt en Euros (non matérialisé)	:	- 13.750
- gains de change / exportations produits finis	:	- 25.410
- pertes de change / importations approvisionnements	:	56.570
- perte de change / trésorerie en devises à la clôture	:	4.550
Total en DT	:	43.710

- 17) Les gains et pertes ordinaires se rapportent aux sorties d'immobilisations corporelles indiquées dans les renseignements n°3 et n°4.

- 18) Les remboursements d'emprunts sont présentés parmi les flux de trésorerie liés aux activités de financement en principal et intérêts.

Travail à faire :

- 1) Etablir l'état de flux de trésorerie de la société « SFP » pour l'exercice clos le 31 décembre 2003 selon la méthode directe. Indiquer, le cas échéant, les calculs effectués pour déterminer les montants des flux bruts de trésorerie.

Préciser les informations complémentaires à fournir dans les notes aux états financiers.

- 2) Etablir la partie liée à l'exploitation de cet état de flux de trésorerie selon la méthode indirecte.

CAS n°2 - Solution

1. Etat de flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2003
(Établi selon la méthode directe)

Société des Filets de Pêches (SFP)			
ETAT DE FLUX DE TRESORERIE (montants exprimés en dinars)			
	Notes	Exercice 2003	Exercice 2002
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Encaissements reçus des clients (18.549.230 – 95.500 + 25.410 + 1.888.500 – 1.750.640)		18.617.000	
Encaissements provenant de la cession de placements courants		200.000	
Dividendes encaissés / placements courants		40.000	
Sommes versées aux fournisseurs d'exploitation (9.743.610 – 227.260 – 40.000) + 2.494.220 + 56.570 + 2.903.880 – 2.469.920 + 215.300 – 178.580)		- 12.497.820	
Sommes versées au personnel ou pour son compte (3.709.850 – 90.000 + 50.400 – 70.400 + 121.460 – 158.520 + 121.260 – 180.260)		- 3.503.790	
Impôt sur les sociétés payé (437.500 + 139.300 – 122.500)		- 454.300	
Autres impôts et taxes payés (167.270 + 98.430 – 117.000)		- 148.700	
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation		2.252.390	
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles (150.000 – 20.000 + 480.000 + 877.660 – 405.700 + 200.000)		- 1.281.960	
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles (250.000 + 70.000)		320.000	
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement		- 961.960	
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Dividendes distribués		- 1.300.000	
Encaissements provenant des emprunts		480.000	
Remboursement redevance leasing		- 40.000	
Subvention d'investissement reçue		100.000	Inv. en IFRS
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement		- 760.000	
Incidence des variations des taux de change sur les liquidités		- 4.550	
Variation de trésorerie		525.880	
Trésorerie au début de l'exercice		832.770	
Trésorerie à la clôture de l'exercice		1.358.650	

Informations à fournir dans les états financiers

- La société doit indiquer les méthodes comptables choisies et les options prises (par exemple, présentation des remboursements d'intérêts sur emprunts parmi les flux de trésorerie liés aux activités de financement) pour l'établissement de l'état de flux de trésorerie.
- La société doit indiquer les composantes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (avoirs en banques, placements liquides – actions SICAV obligataire à céder à brève échéance - etc.) et doit présenter un rapprochement entre les montants de l'état de flux de trésorerie et les éléments équivalents présentés au bilan. L'effet de tout changement de méthode de détermination des composantes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie doit être présenté conformément à la norme relative aux modifications comptables.
- Les transactions d'investissement et de financement sans contrepartie en trésorerie (augmentation de capital par apport en nature, acquisition d'un camion de transport de marchandises en leasing, etc.) et exclues de l'état de flux de trésorerie, doivent être indiquées dans les états financiers de façon à fournir toute information pertinente sur l'évolution de la situation financière de la société.
- La société doit indiquer le montant des soldes importants de trésorerie non disponibles et l'accompagner d'un commentaire de la direction.
- D'autres informations complémentaires peuvent être fournies par la société pour augmenter la pertinence de l'information financière communiquée (montant des facilités de crédit non utilisées, etc.).

2. Flux de trésorerie liés à l'exploitation selon la méthode indirecte

Société des Filets de Pêches (SFP)			
ETAT DE FLUX DE TRESORERIE (montants exprimés en dinars)			
	Notes	Exercice 2003	Exercice 2002
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Résultat net de l'exercice		1.750.890	
Dotations aux amortissements et provisions (*)		972.080	
Plus-value sur cession d'immobilisations corporelles		- 200.000	
Moins-value sur cession d'immobilisations corporelles		50.000	
Amortissement subventions d'investissement		- 20.000	
Redevance leasing		40.000	
Charge d'Intérêts sur emprunt en Euros		21.750	
Gain de change sur emprunt en Euros		- 13.750	
Perte de change sur trésorerie en devises		4.550	
Variation de :			
- Stocks		- 288.140	
- Clients		137.860	
- Autres actifs courants		- 16.720	
- Placements courants		150.000	
- Fournisseurs d'exploitation		- 433.960	
- Autres passifs courants		97.830	
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation		2.252.390	

(*) Hors amortissement incorporé au coût des frais de développement capitalisés : (992.080 – 20.000)

CAS n°3 - Données

Les états financiers annuels abrégés de la société ABC se présentent comme suit :

Société ABC			
COMPTÉ DE RESULTAT (en milliers d'unités monétaires)			
	Notes	Exercice 2004	Exercice 2003
Chiffre d'affaires		850 000	
Coût des ventes		(637 500)	
Marge brute		212 500	
Charges administratives		(28 100)	
Autres charges opérationnelles		(73 600)	
Résultat d'exploitation		110 000	
Charges financières		(15 800)	
Résultat avant impôt		95 000	
Impôt sur les bénéfices		(44 000)	
Résultat net de l'exercice		51 000	

Société ABC				
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2004 (exprimés en milliers d'unités monétaires)				
	Capital social	Ecart de réévaluation	Réserves et résultat	Total
Soldes en début d'exercice	120 000		121 000	241 000
Réévaluation des bâtiments		20 000		20 000
Résultat net de l'exercice			51 000	51 000
Dividendes distribués			(25 000)	(25 000)
Réduction du capital (par remboursement)	(20 000)			(20 000)
Soldes en fin d'exercice	100 000	20 000	147 000	267 000

Société ABC			
BILAN - ACTIFS (en milliers d'unités monétaires)			
	Notes	31 décembre	
		2004	2003
ACTIFS NON COURANTS			
Immobilisations corporelles			
- Bâtiments		250 000	220 000
- Machines		35 000	20 000
- Véhicules		6 000	4 000
Prêt à long terme		64 000	60 000
Total des actifs non courants		355 000	304 000
ACTIFS COURANTS			
Stocks		82 000	42 000
Créances		63 000	43 000
Charges payées d'avance		21 000	16 000
Disponible en banques		-	6 000
Total des actifs courants		166 000	107 000
TOTAL DES ACTIFS		521 000	411 000

Société ABC			
BILAN- CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS (en milliers d'unités monétaires)			
	Notes	31 décembre	
		2004	2003
CAPITAUX PROPRES			
Capital social		100 000	120 000
Ecart de réévaluation		20 000	-
Réserves et résultat		147 000	121 000
Total des capitaux propres		267 000	241 000
PASSIFS			
Passifs non courants			
Emprunt à long terme		99 000	125 000
Total des passifs non courants		99 000	125 000
Passifs courants			
Créanciers (fournisseurs...)		72 000	35 000
Impôt dû		40 000	10 000
Crédit bancaire (découvert)		43 000	-
Total des passifs courants		155 000	45 000
Total des passifs		254 000	170 000
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		521 000	411 000

Autres informations :

- Les charges d'amortissements ci-dessous sont incluses dans les charges d'exploitation de 2004 :
 - machines : 25 000 ;
 - véhicules : 2 000.
- Une machine totalement amortie ayant une valeur d'acquisition de 15 000 a été vendue pour 5 000 au cours de 2004. La plus-value est déduite des autres charges d'exploitation.

Travail à faire :

- Etablir le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2004 selon la méthode directe.
- Commenter l'évolution de la situation financière de la société ABC au cours de l'exercice 2004.

CAS n°3 - Solution

1. Calculs préliminaires

a. Bâtiments	
- Solde initial	220 000
- Réévaluation	20 000
- Acquisitions (solde)	10 000
- Solde final	<u>250 000</u>
b. Machines	
- Solde initial	20 000
- Dotation aux amortissements	(25 000)
- Acquisitions (solde)	40 000
- Solde final	<u>35 000</u>
c. Véhicules	
- Solde initial	4 000
- Amortissements	(2 000)
- Acquisitions (solde)	4 000
- Solde final	<u>6 000</u>
d. Impôts	
- Montant dû à l'ouverture	10 000
- Charge fiscale (compte de résultat)	44 000
- Payé (solde)	(14 000)
- Montant dû à la clôture	<u>40 000</u>
e. Encaissements reçus des clients	
- Ventes	850 000
- Augmentation des créances (63 000 – 43 000)	(20 000)
	<u>830 000</u>
f. Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	
- Coût des ventes	637 500
- Charges administratives	28 100
- Autres charges d'exploitation	73 600
- Ajustements :	
dotations aux amortissements	(27 000)
plus-value / cession machine	5 000
- Augmentation des stocks (82 000 – 42 000)	40 000
- Augmentation des dettes fournisseurs (72 000 – 35 000)	(37 000)
- Augmentation des charges payées d'avance (21 000 – 16 000)	5 000
	<u>725 200</u>

2. Etablissement du tableau des flux de trésorerie selon la méthode directe

Société ABC			
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (exprimés en milliers d'unités monétaires)			
	Notes	Exercice 2004	Exercice 2003
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Encaissements reçus des clients (<i>calcul e</i>)		830 000	
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel (<i>calcul f</i>)		(725 200)	
Trésorerie nette générée par l'exploitation		104 800	
Intérêts payés		(15 800)	
Impôts payés (<i>calcul d</i>)		(14 000)	
Dividendes payés		(25 000)	
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation		50 000	
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations incorporelles (<i>calculs a, b et c</i>)		(54 000)	
Cession d'immobilisations corporelles		5 000	
Prêt à long terme		(4 000)	
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement		(53 000)	
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Remboursement du capital		(20 000)	
Remboursement emprunt à long terme (125 000 – 99 000)		(26 000)	
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement		(46 000)	
Diminution nette du solde bancaire		(49 000)	
Solde bancaire en début d'exercice		6 000	
Découvert à la fin de l'exercice		43 000	

3. Commentaires :

- La totalité de l'augmentation des créances a permis de financer partiellement le besoin en fonds de roulement (BFR) ;
- Le reste de l'augmentation du BFR, les intérêts payés, les impôts payés et les dividendes payés ont été financés par la trésorerie générée par les activités d'exploitation ;
- Le reste de la trésorerie générée par les activités d'exploitation ainsi que la plus-value réalisée sur cession d'immobilisations corporelles ont permis de financer les acquisitions d'immobilisations corporelles ;
- Le découvert bancaire a été utilisé pour le remboursement du capital et de l'emprunt à long terme.

CAS n°4 - Données

Vous disposez, ci-après, de l'état de la situation financière et de l'état du résultat global de la Société XYZ, établis conformément aux IFRS.

Sur la base de ces états financiers et des informations complémentaires présentées en annexe, il vous est demandé d'établir le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, selon la méthode directe.

Société XYZ		
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (en milliers de dinars)		
	31 décembre	
	2010	2009
ACTIFS NON COURANTS		
Immobilisations incorporelles	150	150
Moins : amortissements	-100	-50
	50	100
Immobilisations corporelles (1)	7.800	6.500
Moins : amortissements	-3.100	-2.600
	4.700	3.900
Actifs financiers disponibles à la vente (2)	700	500
Actifs d'impôt différé	150	-
Total des actifs non courants	5.600	4.500
ACTIFS COURANTS		
Stocks	2.900	400
Clients	2.400	2.700
Charges constatées d'avance (primes d'assurance)	350	250
Actifs financiers courants (placements monétaires sur six mois)	2.000	2.000
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1.000	500
Total des actifs courants	8.650	5.850
TOTAL DES ACTIFS	14.250	10.350

Société XYZ		
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (en milliers de dinars)		
	31 décembre	
	2010	2009
CAPITAUX PROPRES		
Capital (30.000 actions ordinaires de 100 DT chacune) (3)	3.000	2.000
Primes d'émission	250	-
Réserves (4)	1.350	550
Actions propres (5)	-300	-
Résultats reportés	450	200
Résultat de l'exercice	2.000	1.700
Total des capitaux propres	6.750	4.450
PASSIFS		
Passifs non courants		
Emprunts (8)	1.800	500
Provisions	500	-
Passifs d'impôt différé	300	-
Total des passifs non courants	2.600	500
Passifs courants		
Emprunts	600	500
Produits constatés d'avance (ventes de marchandises)	400	600
Passifs d'impôt exigible (impôt sur les sociétés)	350	200
Fournisseurs d'exploitation	2.750	3.400
Autres passifs courants	800	700
- Personnel	250	300
- Organismes sociaux	150	100
- Etat - TVA	400	300
Total des passifs courants	4.900	5.400
Total des passifs	7.500	5.900
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	14.250	10.350

Société XYZ		
ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL (en milliers de dinars)		
		Exercice clos le 31 décembre 2010
Produits des activités ordinaires		25.600
Subventions publiques		450
Marchandises et matières consommées		-17.950
- Achats	-20.450	
- Variation des stocks	2.500	
Frais de personnel		-2.300
Dotations aux amortissements et aux provisions		-1.550
Autres charges opérationnelles		-1.300
- Services	-1.000	
- Jetons de présence	-50	
- Impôts et taxes	-250	
Résultat opérationnel		2.950
Charges financières (9)		-350
Produits financiers (10)		200
Autres produits non opérationnels		100
Résultat avant impôt		2.900
Impôt sur le résultat		-900
RESULTAT DE L'EXERCICE		2.000
AUTRES ELEMENTS DE RESULTAT GLOBAL (AERG)		
Ecart de réévaluation des immobilisations corporelles		800
Variation de la JV des actifs financiers disponibles à la vente		200
Impôt sur le résultat lié aux AERG		-300
Autres éléments de résultat global, nets d'impôt		700
RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE		2.700
RESULTAT PAR ACTION		
Résultat de base par action		à déterminer
Résultat dilué par action		à déterminer

Informations Complémentaires

- (1) Du matériel de transport complètement amorti et dont le coût d'acquisition est de 500.000 DT a été cédé pour un prix de 100.000 DT présenté à l'état du résultat global en tant que produit non opérationnel.

Les terrains de la Société XYZ ont fait l'objet d'une réévaluation à leur juste valeur à la fin de l'exercice 2010. Ainsi, leur valeur comptable a été augmentée de 800.000 DT.
- (2) Les actifs financiers disponibles à la vente (participation de 10% dans le capital d'une société de transport de marchandises acquise à la fin de 2009) ont été réévalués à leur juste valeur au 31 décembre 2010. Ainsi, leur valeur comptable a été augmentée de 200.000 DT.
- (3) Le capital social a été augmenté une première fois le 1^{er} avril 2010, pour un montant de 500.000 DT, par incorporation de réserves et création de 5.000 actions ordinaires nouvelles, et une 2^{ème} fois le 1^{er} juillet 2010, également pour un montant de 500.000 DT mais avec une prime d'émission de 250.000 DT, par conversion en actions ordinaires d'un emprunt bancaire de 750.000 DT.
- (4) Les réserves incluent l'écart de réévaluation des terrains et la plus-value sur actifs financiers disponibles à la vente sus-indiqués (nets d'impôt).
- (5) Il s'agit de 1.500 actions ordinaires propres rachetées le 1^{er} septembre 2010 au prix de 200 DT l'action.
- (6) Un dividende de 850.000 DT a été servi aux actionnaires en 2010.
- (7) Un stock de marchandises de 300.000 DT, omis lors de l'inventaire physique, n'a pas été pris en compte au 31 décembre 2009. L'erreur a été corrigée en 2010.
- (8) Un emprunt de 2.400.000 DT a été contracté et encaissé en 2010 pour le financement d'un projet d'extension.
- (9) Les charges financières à l'état du résultat global se composent d'intérêts sur emprunts (100.000 DT) et de différences de change sur importations de marchandises et matières (250.000 DT).
- (10) Les produits financiers à l'état du résultat global renferment des intérêts sur placements monétaires (100.000 DT) et des dividendes sur titres de participation (100.000 DT).
- (11) Les produits des activités ordinaires et les achats de marchandises et matières sont soumis à la TVA au taux de 18%. La TVA déductible sur les services acquis en 2010 est de 100.000 DT. Les acquisitions d'immobilisations corporelles ont été effectuées sans TVA.
- (12) Les intérêts et les dividendes reçus sont présentés parmi les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Les intérêts et les dividendes payés sont présentés parmi les flux de trésorerie liés aux activités de financement.
- (13) La Société XYZ est soumise à l'impôt sur le résultat au taux de 30%.

CAS n°4 - Solution

Société XYZ		
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE (en milliers de dinars)		
		Exercice clos le 31 décembre 2010
Flux de trésorerie liés à l'exploitation		
Encaissements reçus des clients	(a)	30.308
Subventions publiques encaissées		450
Intérêts et dividendes encaissés		200
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	(b)	-28.531
Impôt sur le résultat payé	(c)	-900
Autres décaissements d'exploitation	(d)	-1.027
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation		500
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles	(e)	-1.000
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles		100
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement		-900
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Encaissements d'emprunts		2.400
Remboursements d'emprunts	(f)	-350
Rachats d'actions propres		-300
Dividendes versés		-850
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		900
Variation de la trésorerie		500
Trésorerie au début de l'exercice		500
Trésorerie à la fin de l'exercice		1.000

Calculs :

$$(a) : (25.600 \times 1,18) + (2.700 - 2.400) + (400 - 600) = 30.308$$

$$(b) : [(20.450 \times 1,18 + 250) + (1.000 + 100) + (3.400 - 2.750) + (350 - 250) = 26.231] + [2.300 + (300 - 250) + (100 - 150) = 2.300] = 28.531$$

$$(c) : (900 + 300) + (200 - 350) + (0 - 300) + (0 + 150) = 900$$

$$(d) : (50 + 250) + (25.600 \times 0,18 - 20.450 \times 0,18 - 100) + (300 - 400) = 1.027$$

$$(e) : (7.800 - 6.500 - 800 + 500) = 1.000$$

$$(f) : (500 + 500) - (1.800 + 600) + 2.400 - 750 + 100 = 350$$